

## Un frémissement de l'emploi au quatrième trimestre

**A**u quatrième trimestre 2014, l'activité est restée peu dynamique en Basse-Normandie. On observe toutefois un léger redressement de l'emploi : le renforcement de l'intérim a compensé l'érosion de l'emploi permanent dans l'industrie et la construction. Ce dernier secteur reste pénalisé par la faiblesse de la demande de logements neufs, tant du secteur privé que public. Dans l'industrie, la légère progression de la demande étrangère est restée insuffisante pour relancer l'activité et l'emploi. En revanche, le tertiaire marchand gagne des emplois dans le commerce et la logistique. Par ailleurs, après une baisse au trimestre précédent, le nombre de créations d'entreprises repart à la hausse.

Fin décembre, le taux de chômage reste stable à 9,3 % de la population active bas-normande. Il reste inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain.

Un redémarrage de l'activité est anticipé par la plupart des acteurs économiques au premier semestre 2015, excepté pour le secteur de la construction.

Rédaction achevée le 27 avril 2015

### Stabilité de l'emploi salarié

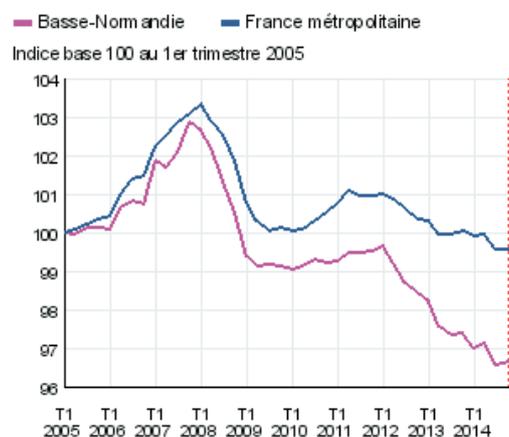
Après une baisse le trimestre précédent, l'emploi salarié non agricole bas-normand se redresse très légèrement pour atteindre 309 900 emplois fin décembre 2014. Cela représente 160 postes supplémentaires par rapport au troisième trimestre, soit une hausse de 0,1 %. Cette amélioration concerne le secteur tertiaire marchand et en particulier l'intérim. L'industrie et la construction continuent quant à eux de perdre des emplois permanents. Au niveau national, on observe une tendance comparable, la stabilité de l'emploi étant due à une meilleure orientation de l'intérim.

Le secteur de la construction, pénalisé par des mises en chantier de logements neufs qui peinent à redémarrer, perd de nouveau des emplois permanents (-0,9 %). Au niveau national, l'emploi permanent dans la construction continue, lui aussi, de se contracter (-1,3 %). Depuis la fin 2008, la région a perdu plus d'emplois permanents dans ce secteur (-13,3 %) que la France métropolitaine (-10,4 %). Cela explique en partie le décrochage sensible de l'emploi bas-normand par rapport au niveau national depuis 2009.

Dans l'industrie, une centaine d'emplois permanents sont détruits (-0,1 %). Les nouvelles pertes d'emplois dans la fabrication de matériels de transport (-1,1 %) ne sont pas compensées par les embauches dans le secteur « énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+0,4 %). Cette situation baissière de l'emploi industriel est comparable en France métropolitaine (-0,3 %).

Hors intérim, le tertiaire marchand gagne en Basse-Normandie 160 emplois (+0,1 %), alors qu'il est stable au niveau national. Ont principalement créé des emplois, le commerce, la

### 1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

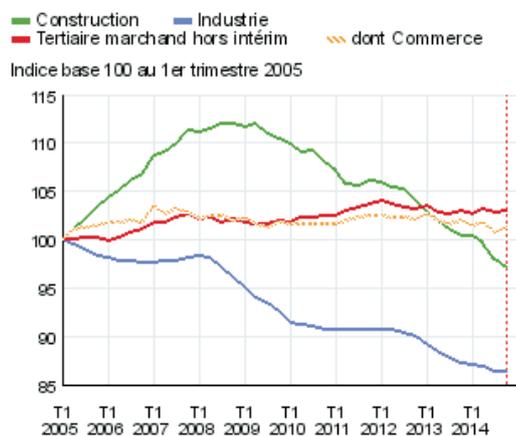
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

réparation automobile, les transports et l'entreposage, et les activités financières et d'assurance. Inversement, l'hébergement et restauration, l'information et communication, les activités immobilières, les services administratifs, perdent des emplois.

L'emploi marchand ne connaît pas une évolution similaire dans les trois départements bas-normands. S'il progresse dans la Manche (+ 0,7 %) et l'Orne (+ 0,3 %), le Calvados perd lui des emplois (- 0,4 %). Cependant, l'intérim progresse dans les trois départements. Après une détérioration le trimestre précédent, l'emploi salarié en Basse-Normandie s'est stabilisé. On est cependant toujours loin de retrouver le niveau d'emploi d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, près de 20 000 emplois ont été détruits, principalement dans l'industrie et la construction. Cette crise a été l'occasion d'un accroissement des inégalités entre les marchés de l'emploi régionaux et en premier lieu entre celui d'Île-de-France, resté solide, et ceux de régions plus rurales. Ainsi, depuis six ans, le marché de l'emploi bas-normand s'est contracté dans des proportions plus importantes que le marché de l'emploi national.

## 2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie

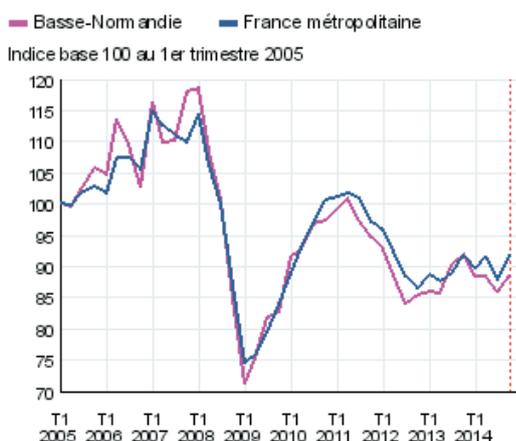


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

L'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, rebondit ce trimestre (+ 3,2 %), mais dans des proportions moindres qu'au niveau national (+ 4,7 %). Cela représente 400

## 3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles.

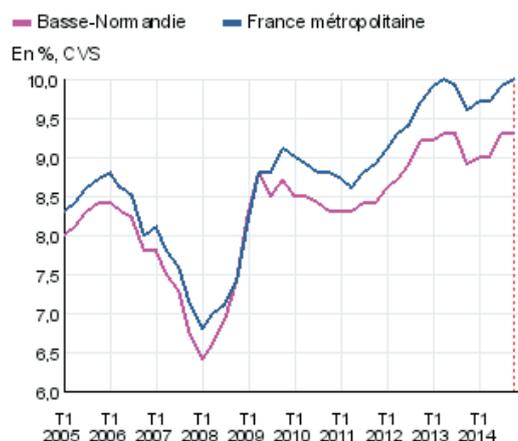
Source : Insee, estimations d'emploi

postes supplémentaires sur le trimestre. Ces salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, alors que la majorité des missions sont effectuées dans l'industrie ou la construction, qui, dans le même temps, détruisent des emplois permanents.

## Stabilité du chômage

Au quatrième trimestre 2014, en Basse-Normandie, le taux de chômage reste stable à 9,3 % de la population active. Il reste inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain (10 %). Sur un an, de décembre 2013 à décembre 2014, le taux de chômage augmente de 0,4 point en Basse-Normandie, comme en France métropolitaine.

## 4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Au quatrième trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé de la région (9,8 %), devant l'Orne (9,4 %), et la Manche (8,4 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage augmente plus fortement dans le Calvados (+ 0,5 point) que dans l'Orne (+ 0,4 point) et la Manche (+ 0,2 point).

L'atonie du marché de l'emploi régional au quatrième trimestre est confirmée par une hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (+ 1,2 %). Cette dégradation du marché de l'emploi touche toutes les catégories, mais avec une intensité différente. Ainsi, les demandes d'emplois progressent plus fortement chez les plus de 50 ans et chez les chômeurs de longue durée. Au total, fin décembre 2014, près de 111 000 demandeurs inscrits en Basse-Normandie étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi.

## La construction : un secteur toujours en berne

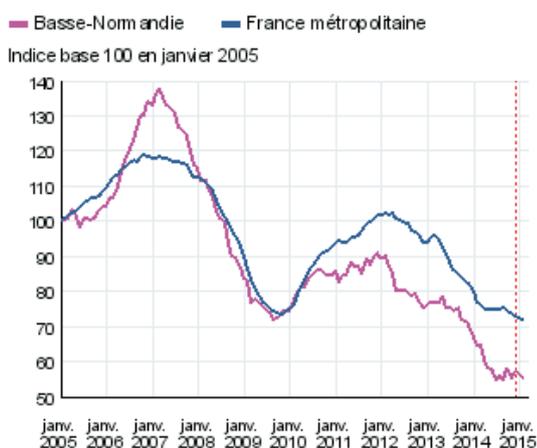
Au quatrième trimestre 2014, l'activité dans le secteur de la construction reste à un niveau très bas. La demande privée reste insuffisante et la demande publique enregistre une nouvelle contraction du fait des contraintes budgétaires.

### Avertissement

À compter de février 2015, de nouveaux indicateurs construits à partir de la base Sit@del2 sont diffusés afin d'améliorer le diagnostic conjoncturel sur la construction de logements neufs. Ces nouveaux indicateurs visent à retracer, dès le mois suivant, les autorisations et les mises en chantier à la date réelle d'événement. Ils offrent une information de meilleure qualité que les données en date de prise en compte diffusées jusqu'à présent. Ces nouveaux indicateurs mensuels sont des séries cumulées sur 12 mois.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2014, 5 800 logements, dont 31 % de logements collectifs ont été mis en chantier. Par rapport à 2013, la dégradation est plus profonde dans la région qu'en moyenne nationale (- 18 % en Basse-Normandie contre - 10,3 % en France métropolitaine). Cependant, par rapport au troisième trimestre, les mises en chantier progressent de 1,9 % dans la région alors qu'elles poursuivent leur repli au niveau national (- 1,4 %). Cette reprise ne concerne que les logements collectifs (+ 16,6 %) fortement impactés par la crise depuis plusieurs trimestres. La construction individuelle est, elle, toujours en baisse (- 0,7 % pour les logements individuels purs et - 4,1 % dans l'individuel groupé) et la construction de locaux professionnels est en net repli ce trimestre (- 10,5 % contre - 3 % en France métropolitaine).

## 5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

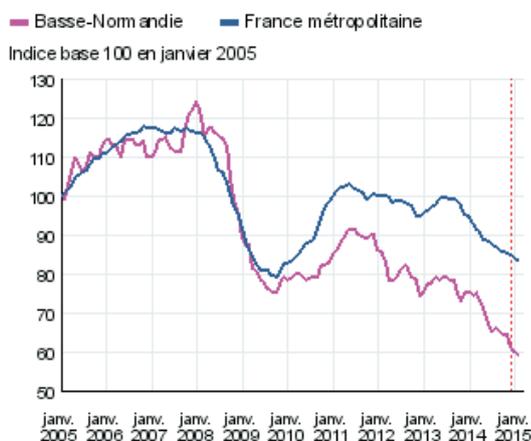


Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois

Source : SOeS, Sit@del2

Dans ce contexte, le niveau d'activité des entreprises de gros œuvre est toujours orienté à la baisse. Plus de la moitié des chefs d'entreprises juge être en capacité d'augmenter leur production avec leurs moyens actuels. Emploi et investissement sont donc toujours en berne dans le secteur.

## 6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois

Source : SOeS, Sit@del2

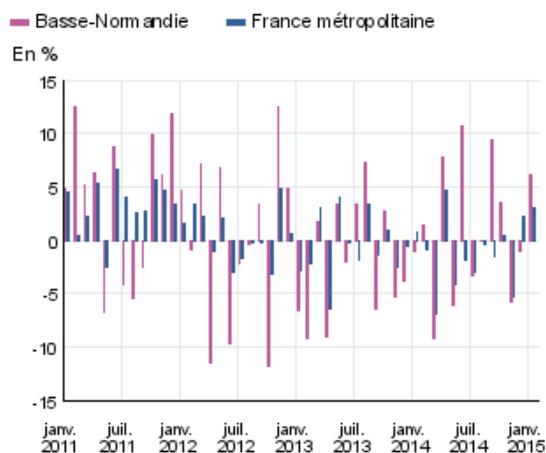
Les prix demeurent bas et l'allongement des délais de paiement clients impacte directement les trésoreries.

Pour les prochains mois, les chefs d'entreprises restent pessimistes sur les perspectives d'activité du secteur. Pourtant, les permis de construire (en date de prise en compte) repartent à la hausse ce trimestre dans la région (+ 5,9 %) à l'inverse de la tendance nationale (- 2,6 %).

## La fréquentation hôtelière baisse en fin d'année

Au quatrième trimestre, la fréquentation hôtelière a baissé de 0,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2013. La clientèle étrangère (+ 11 %) n'a pas suffi à compenser la baisse de la fréquentation française (- 3 %). S'inscrivant dans une tendance forte de l'année 2014, c'est l'accélération de la fréquentation des Non-Européens qui est marquante : + 28 % par rapport au même trimestre de 2013.

## 7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes. Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réétalonnées

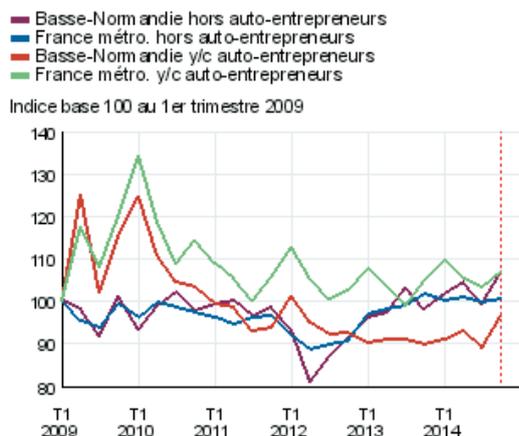
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

La baisse de la fréquentation totale est le seul fait du département de la Manche (- 4,5 %) alors que le Calvados (+ 0,8 %) et l'Orne (+ 1,6 %) ont poursuivi la tendance à la hausse observée au trimestre précédent. Cette baisse de la fréquentation dans les hôtels bas-normands est moins marquée que dans la moyenne des régions métropolitaines françaises (- 0,7 %) où la déperdition concerne, comme en Basse-Normandie, uniquement la clientèle française.

## Net rebond des créations d'entreprises

Après une baisse au trimestre précédent, le nombre de créations d'entreprises bas-normandes repart à la hausse. Ce sont un peu plus de 2 200 nouvelles entreprises qui ont vu le jour au quatrième trimestre (+ 8,8 % contre + 3,2 % en France métropolitaine). Cette augmentation concerne à la fois les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs (+ 7,6 % contre + 0,7 % en France métropolitaine) que des créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur (+ 9,9 % contre + 5,7 % en France métropolitaine). Comme sur l'ensemble du territoire national, les micro-entrepreneurs représentent la moitié des créations en Basse-Normandie.

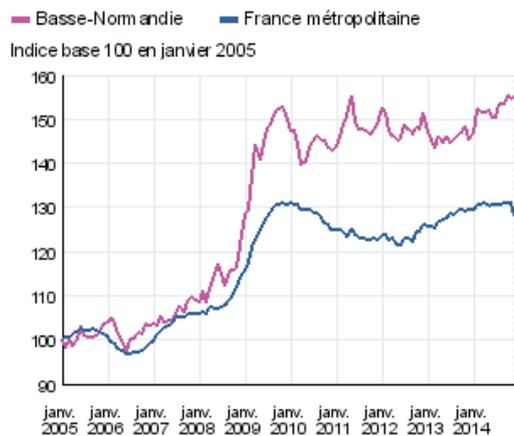
Les défaillances d'entreprises (en données brutes à la date de jugement) sont en augmentation au quatrième trimestre en Basse-Normandie (+ 1,1 %) alors qu'elles régressent en France métropolitaine (- 2 %)■



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)



Note : données mensuelles brutes au 9 février 2015, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois

Source : Fiben, Banque de France

### Contexte national - Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

Comme attendu, l'activité a peu progressé en France au quatrième trimestre 2014 (+ 0,1 %). Au premier semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à + 0,4 % au premier trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au deuxième trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait +1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % mi-2015.

### Contexte international - Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est restée solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation a permis une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité a légèrement accéléré dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a tourné au ralenti, notamment en Chine. Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leurs monnaies pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Insee Basse-Normandie  
5 rue Claude Bloch  
BP 95137  
14024 CAEN cedex  
Tél. : 02 31 45 73 33

Directeur de la publication :  
Daniel BRONDEL  
Rédacteur en chef :  
Didier BERTHELOT  
Attaché de presse :  
Philippe LEMARCHAND  
02 31 15 11 14

ISSN 2416-8890  
© Insee 2015

### Pour en savoir plus

- "Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges", *Note de conjoncture*, Insee, mars 2015
- Indicateurs clés de la région Basse-Normandie : [www.insee.fr/basse-normandie](http://www.insee.fr/basse-normandie) - rubrique *Tableau de bord de la conjoncture*

